

RAPPORT MINORITAIRE
DE LA COMMISSION DES FINANCES DU GRAND CONSEIL
RELATIF AUX COMPTES DE L'ETAT DE VAUD DE L'ANNE 2009

Avec un surplus record de plus d'un milliard de francs, les comptes 2009 de l'Etat de Vaud sont très largement bénéficiaires ! Cette "marge d'autofinancement" de 1'187 millions de francs aboutit, par des artifices comptables, à l'annonce d'un bénéfice net de "seulement" 347,3 millions le 20 mai 2010. Sont en effet déduits 571,2 millions de francs pour amortissement total du découvert au bilan et 281 millions pour des amortissements et financements extraordinaire de bouclément. Le découvert grevant le bilan est ainsi entièrement résorbé et la dette ramenée à 2'450 millions. Et le tour de passe-passe est joué : un jeu d'écritures comptables au bouclément qui réduisent le bénéfice, avec un objectif politique sous-jacent, celui de ne pas ouvrir la porte à des propositions de développement des prestations de l'Etat, par exemple en matière de protection de l'environnement (moins de 1% du budget cantonal !) ou de mise en place d'une véritable politique publique de construction de logements à loyers modérés.

Les recettes, et notamment les rentrées fiscales, ont été à nouveau largement sous-estimées au budget 2009 par le gouvernement et sa majorité au Grand Conseil. L'écart est de 16,8% pour les recettes fiscales, soit 766 millions de recettes fiscales supplémentaires ! Soulignons que, grâce au cadeau fiscal fait aux riches et combattu par un référendum soutenu par A Gauche toute ! (POP-solidaritéS), les Verts, les syndicats SSP et SUD, les recettes de l'impôt sur le capital ont diminué de 50,7%.

La sous-estimation systématique des recettes permet de justifier la poursuite d'une politique d'économies, au détriment des prestations de services publics, des intérêts des usagers et des conditions de travail des employé-e-s de la fonction publique vaudoise. Elle sert également à limiter les investissements nécessaires à l'amélioration, sur le court et le long termes, des conditions de vie et de travail de la très grande majorité de celles et ceux qui habitent ce canton.

C'est ce qu'en décembre 2008, le groupe A Gauche toute ! (POP-solidaritéS) annonçait lorsqu'il exprimait son refus du budget 2009. Dans son Rapport de minorité daté du 24 novembre 2008, le groupe AGT affirmait notamment (...) "*Le Conseil d'Etat présente un budget 2009 avec un excédent des revenus sur les charges de 8'950'000 francs. Avec les amendements adoptés par la Commission des finances, ce bénéfice est de 7'400'700 francs. Le gouvernement, comme les années précédentes,*

sous-estime très certainement les recettes fiscales et gonflent au maximum les amortissements, pour justifier sa politique de limitation des dépenses sociales. Alors même que des besoins importants très concrets existent, comme, par exemple, un engagement de personnel enseignant supplémentaire, indispensable pour offrir un encadrement et une formation adéquate aux jeunes en difficulté, ou une augmentation de l'aide individuelle au logement ou enfin une hausse du montant, beaucoup trop modeste aujourd'hui, des bourses d'études, le Conseil d'Etat refuse de consentir aux dépenses nécessaires pour les satisfaire."

Les comptes 2009 qui vous sont soumis pour adoption sont le résultat d'une politique financière de rigueur néo-libérale.

Les dépenses d'investissement prévues (301 millions de francs), pourtant déjà extrêmement modestes, n'ont même pas été injectées dans leur totalité par l'Etat dans l'économie vaudoise : 134,6 millions de moins que ne le prévoyait le budget 2009, soit 45,8% en moins !

Le groupe AGT parlait, dans son rapport de minorité sur le budget 2009, d' *"un budget très frileux en matière d'investissements publics. Le prétendu "coup de fouet" du programme de législature se solde en fait par un écart négatif (44 millions de francs **en moins**, cf. p.31 EMPD 125 No 2) d'investissement par rapport à la dotation 2009 prévue par le dit programme ! Il faut souligner ici que les dépenses d'investissement prévues en 2006, pourtant déjà très modestes, n'avaient alors même pas été injectées dans leur totalité par l'Etat dans l'économie vaudoise : 59,1 millions de francs de moins que ne le prévoyait le budget, selon les comptes 2007 !"*

Le groupe AGT (POP-solidaritéS) ne peut que constater que ses prévisions se sont, hélas, révélées correctes, voire en-deçà de la réalité. Le canton mène une politique d'investissement qui n'est nullement à la hauteur des besoins sociaux et écologiques de la majorité de la population. En effet la crise économique la plus grave depuis la deuxième guerre mondiale provoque une augmentation massive du chômage, touchant particulièrement les jeunes et les salarié-e-s âgé-e-s de plus de 50 ans. Les licenciements collectifs et individuels se multiplient. La précarisation des conditions de travail s'aggrave et la situation matérielle des retraité-e-s se dégrade au point que nombre d'entre eux-elles ont des difficultés à nouer les deux bouts. Dans les prochaines années, une accélération brutale de la crise écologique est à prévoir. Les effets du réchauffement climatique sont particulièrement préoccupants, en terme d'atteintes irréversibles à l'environnement (biodiversité, catastrophes "naturelles", pollutions graves, émissions de gaz à effet de serre, notamment). Les énergies fossiles se raréfient et le pillage des ressources naturelles, comme l'eau, conduit à des impasses lourdes de conséquences du point de vue des conditions de vie. Les collectivités publiques, à tous les niveaux se doivent, dans une telle situation de crise, de privilégier, sur un plan budgétaire, des choix financiers et des investissements, à court, moyen et long termes, visant à mettre en oeuvre des politiques publiques privilégiant à la fois la satisfaction des besoins de la population (en matière de formation, de santé, de logement, en particulier) et la sauvegarde de l'environnement (en matière d'économies d'énergie et de développement des transports publics, par exemple). L'extraordinaire incurie du gouvernement vaudois en matière de politique publique de construction de logements à loyers modérés est un exemple très largement ressenti dans toutes les couches de la population.

La priorité mise à la réduction de la dette publique est, de ce point de vue, tout simplement indécente. La dette brute a ainsi été réduite de 17,2% en un an ! La dramatisation volontaire du poids de la dette a

servi avant tout d'instrument politique. Elle sert d'argument pour ne pas répondre à toute une série de besoins sociaux, actuels et futurs, par exemple en matière de logement. La majorité de la commission utilise à cet égard rituellement la formule, à propos de la diminution des intérêts de la dette, "*cette diminution de charges assure à l'Etat une amélioration sensible de sa marge de manoeuvre*". Certes, mais surtout la "marge de manoeuvre" de l'Etat dépend de choix politiques par rapport aux finances publiques (par exemple, imposition plus forte des multimillionnaires, impôt sur les successions...)

L'acceptation des comptes n'est pas un acte administratif, c'est un acte politique qui donne une quittance à une orientation politique. La minorité de la commission, à savoir le représentant à la Commission des finances du groupe A Gauche toute !(POP-solidaritéS), vous invite en conséquence à refuser les comptes 2009.

Lausanne, le 18 juin 2010.

Le rapporteur :
(Signé) *J.-M. Dolivo*